



Projet Aires Marines Protégées

Analyse de la faisabilité des différentes options de financement de la restauration des mangroves au Sénégal sur la base de la finance carbone

Atelier de validation

18 janvier 2024 - Dakar

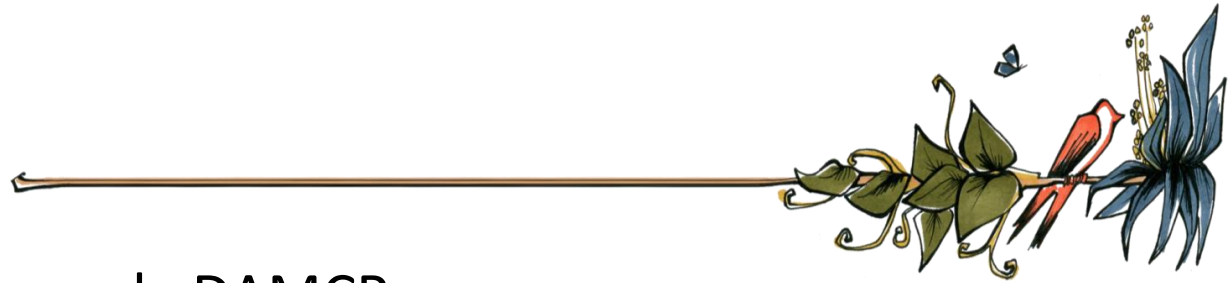


Plan de l'exposé



1. Méthodologie
2. Constats de l'étude
3. Potentiel de restauration de mangrove
4. Recommandations

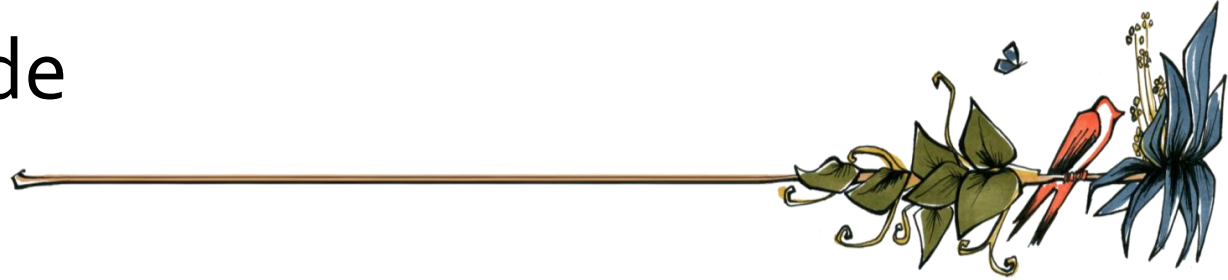
Méthodologie



En étroite collaboration avec la DAMCP.

1. Une note de cadrage succincte produite (10/2022)
2. Une mission de terrain réalisée: cartographie d'acteurs (12/2022)
3. Un rapport de cadrage produit (02/2023)
4. Une seconde mission de terrain réalisée: cartographie spatiale (04/2023)
5. Un premier rapport d'avancement produit: diagnostics (05/2023)
6. Un second rapport d'avancement produit (07/2023): résultats et options stratégiques
7. Atelier de validation (ce jour)

Constats de l'étude



Des signes prometteurs...

- La mangrove sénégalaise en phase de restauration
 - ✓ 26 500 ha de reboisements dont 15 000 via la finance carbone
- De nombreuses sollicitations pour développer des projets via la finance carbone venant du secteur privé
- Une volonté politique affirmée: **Un arsenal de politiques propices à la conservation de la mangrove (PSE Vert, Stratégie de gestion des mangroves...)**

Constats de l'étude



...Et pourtant, pour développer la finance carbone

- De nombreux acteurs agissant de façon non coordonnée
- Des tensions locales et des conflits en gestation en raison des effets cumulés de compétition, de manque de régulation et de vision globale partagée
- Des reboisements quasi mono-spécifiques, et pas forcément avec des taux de réussite réel confirmés sur la durée
- Des bénéfices et co-bénéfices locaux discutables
- Un cadre institutionnel largement améliorable au-delà de la DEEC
- Un cadre juridique inexistant de la finance carbone

Constats de l'étude

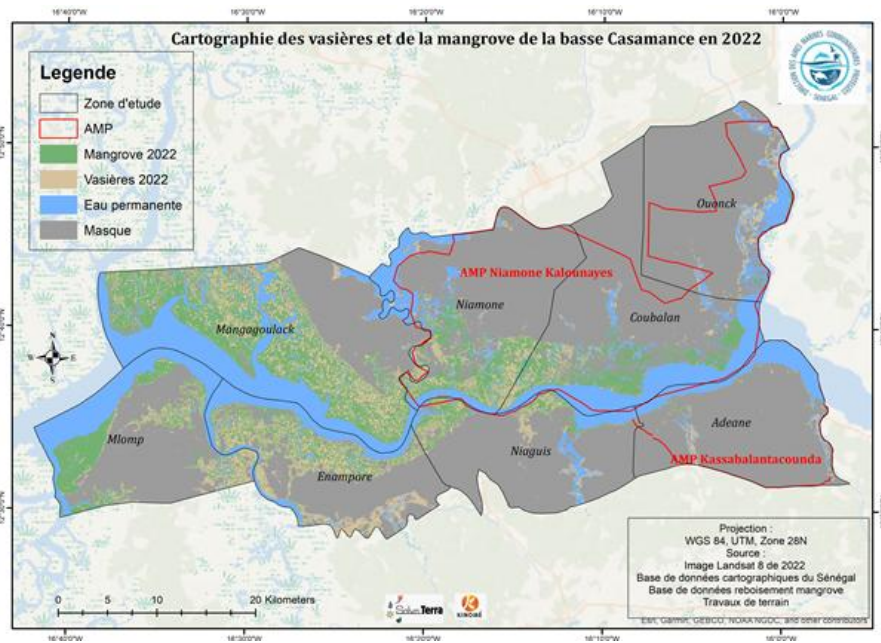


Projets actuels

Haute qualité

	MDP	VCS	VCS/CCBS	VCS/SC	SD VISTa	Gold Standard	GS4GG	Fairtrade Climate	Plan Vivo
Coûts de transaction	+++	++	+	+	+	++ +/-	+	+	+
Temps de développement	long	moyen	long	long	moyen	long	moyen	moyen	rapide
Activités	pas de REDD pas d'IFM	spectre large	surtout AFOLU	surtout AFOLU	spectre large	pas de REDD	spectre large	surtout agricole	seulement AFOLU
Crédits	temporaire pour AR	permanent	pas de crédit (associé VCS)	pas de crédit (associé VCS)	crédits développement durable	permanent	pas de crédit (associé GS)	pas de crédit	permanent
Prix du crédit	nul/bas	bas	moyen	moyen	moyen/haut	haut	haut	NA	haut
Echelle	faible/grande	faible/grande	faible/grande	faible/grande	faible/grande	faible/grande	faible/grande	faible	faible
Transparence	+++	+	+	+	+	++	++	+++	+++
Evaluation des cobénéfices	+	+	++	++	+++	+++	+++	++	+++
Acheteurs	carbone	carbone	carbone biodiversité commauté	carbone commauté	développement durable	développement durable	développement durable	carbone commauté	carbone commauté

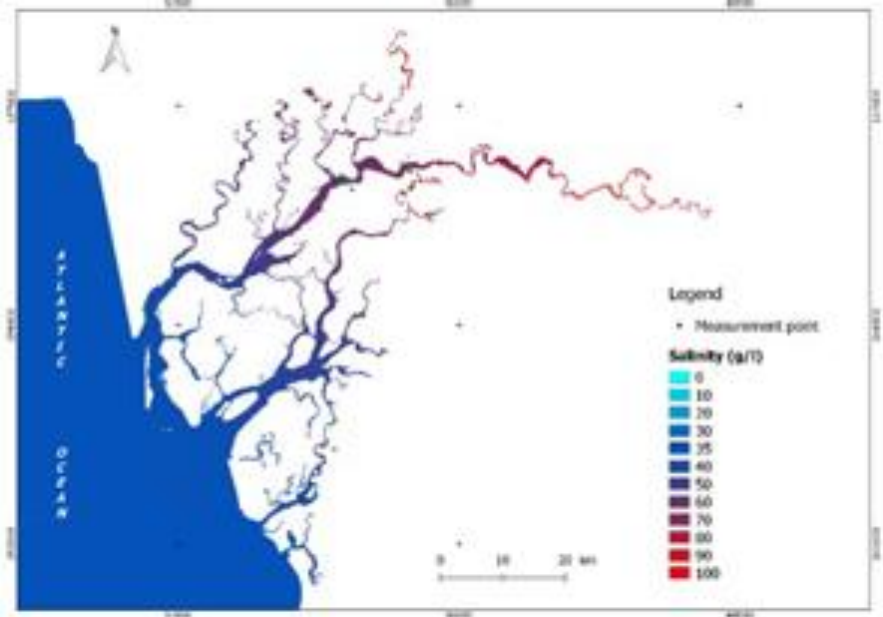
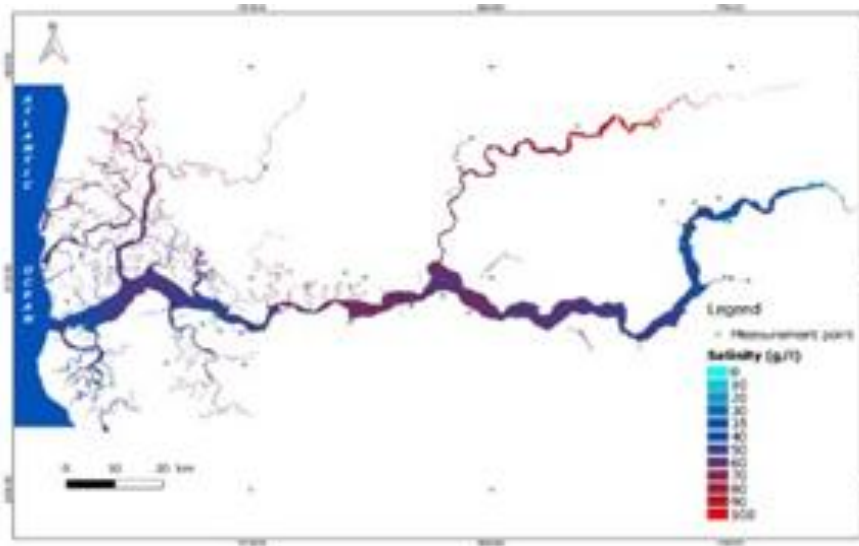
Potentiel de restauration de mangrove



Potentiel de restauration de mangrove



- Salinité (Decroix et al.2020)



Casamance: 30 et 90g/l au mois de Mai et entre 30 à 60g/l au mois d'octobre
Saloum : 20 et 100 g/l au mois de Mai et entre 20 et 80 g/L au mois de Novembre.

Potentiel de restauration de mangrove



Zone d'étude	Mangrove totale (ha)	Vasières totales (ha)	Vasières reboisables (ha)
Base Casamance	27 166,63	18 192,41	16 031,79
Delta du Saloum	61 389,30	17 977,80	15 842,67

Région	vasières reboisables (ha)	Potentiel conservateur (tCO2/an)	Potentiel maximum (tCO2/an)
Casamance	16 031,79	73 746	218 032
Delta du Saloum	15 842,67	72 876	215 460
Total	31 874,46	146 623	433 493

Cela correspond à un **potentiel financier compris entre 800k\$ (VCS-CCBS) et 1,4M\$ par an (GoldS, PlanVivo)** pendant 30 ans

Potentiel de restauration de mangrove



- Le potentiel ne couvre pas toute la Casamance, ni la totalité du Saloum
- Le potentiel (31 875 ha) est au-delà des objectifs inconditionnels et conditionnels (26 500 ha) mais la marge de manœuvre est faible:
 - Risques de conflit d'acteurs sur les droits d'usage et d'affectation du sol
 - Risque d'échec des reboisements sur les vasières récupérées en l'absence de restauration des conditions édaphique et hydrologiques en amont des reboisements
 - Risques sur la comptabilité carbone
- L'incertitude est élevée et dépend pour beaucoup du carbone organique du sol.

Recommandations



- Scénario 1: *statu quo*
- Scénario 2 : pragmatisme à court terme
- Scénario 3 : renforcement de l'encadrement des projets à moyen-long terme

Les scénarios 2 et 3 ne sont pas exclusifs et devraient être engagés en parallèle

Recommandations



Scénario 1: *Statu quo*

- Probabilité élevée de couvrir rapidement les engagements de la CDN (32 000 ha) seulement au travers d'acteurs extérieurs de la finance carbone
- Fragilisation des relations sociales locales
- Risque accru de reboisements « anarchiques »
- Export e capitaux dont pourrait bénéficier le Sénégal

Recommandations



Scénario 2 : le pragmatisme à court terme

Des garanties pour les développeurs de projet

- Procédures de validation avec jalons clairs d'approbation (étape 1: validation des sites par une entité locale responsable)
- Accès à un document de cycle de projet intégrant les procédures de validation détaillées
- Accès à une base de données unique de l'occupation du sol (DEEC-CSE) pour les projets carbone
- Validation de facteurs d'émission nationaux

Recommandations



Scénario 2 : le pragmatisme à court terme

Des garanties pour le Sénégal

- Imposer des certifications carbone de haute qualité (VCS-CCBSGold/SDVista, GS, Plan Vivo) pour les initiatives à venir (promotion par DAMCP, DEFCCS, DPN)
- Imposer un cahier des charges aux développeurs de projets dont: *validité des sites, conception participative locale , >3 objectifs de développement durable, transition énergétique locale,...*
- Etude sur le partage des bénéfices pour une clé de répartition juste

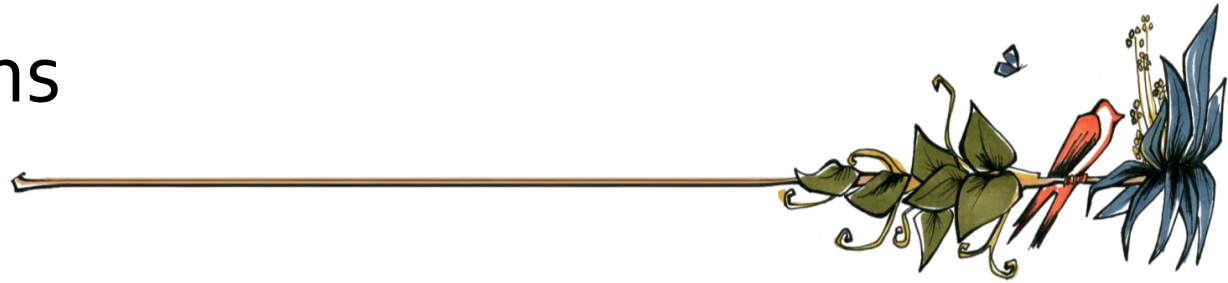
Recommandations



Scénario 3: renforcement de l'encadrement des projets à moyen-long terme

- Renforcer les capacités et développer les outils de finance carbone (niveau de référence, MRV,...) via les fonds multilatéraux (GCF, GEF, FCPF)
= préparer les futures actions de conservation après restauration(RED+)
- Renforcer les capacités de l'observatoire national des zones humides (projet WACA) = *information cartographique et biomasse végétale*
- Coordonner les institutions au travers d'une *Stratégie nationale bas carbone multisectorielle*
- Capitaliser sur le CNC pour l'étendre à tous les secteurs dont forêt, en incluant les différentes Directions de l'environnement

Recommandations



Scénario 3: renforcement de l'encadrement des projets à moyen-long terme

- Mobiliser le mécanisme **Adaptation Benefit Mechanism (BAD)** pour les futures initiatives de restauration
- Définir le **statut juridique du carbone** pour une fiscalité dédiée et un partage des bénéfices facilité
- Considérer des **régimes fiscaux spécifiques** pour les acteurs de la finance climat (i.e. exonérations)
- Explorer les possibilités de développer des systèmes de paiement pour les projets climat (**crédits carbone**) et biodiversité (**crédits biodiversité**)



Merci pour votre
attention

